

CITOYENNETÉ  
ET PAIX

ÉDUCATION

SÉCURITÉ  
ALIMENTAIRE

AIDE  
HUMANITAIRE

SÉCURITÉ  
HUMAINE

THÈMES  
TRANSVERSAUX



**Bureau de la Coopération suisse au Tchad**

Quartier Sabangali, B.P. 1102, N'Djaména, Tchad  
Tél: +235 22 51 73 14/+235 66 36 43 43/+41 58 4 84 50 40  
ndjamena@eda.admin.ch  
<https://www.eda.admin.ch/countries/chad/fr/home.html>

**LA COOPÉRATION SUISSE  
AU TCHAD**



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

**Direction du développement  
et de la coopération DDC**

## UN ENGAGEMENT CONJOINT POUR RÉPONDRE À LA FRAGILITÉ DU PAYS

### POPULATION

15 millions (2017)  
(+ 3.6 % par an)

### INDICE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN

186<sup>ème</sup> sur 188 pays (2017)

### SUPERFICIE

1'284'000 km<sup>2</sup>  
(~ 31 fois la Suisse)

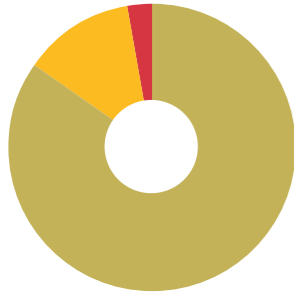
### MIGRATION

600'000 réfugiés, retournés et déplacés internes sont touchés par des crises sécuritaires (2017)

### BUDGET ANNUEL GLOBAL

24'000'000 CHF

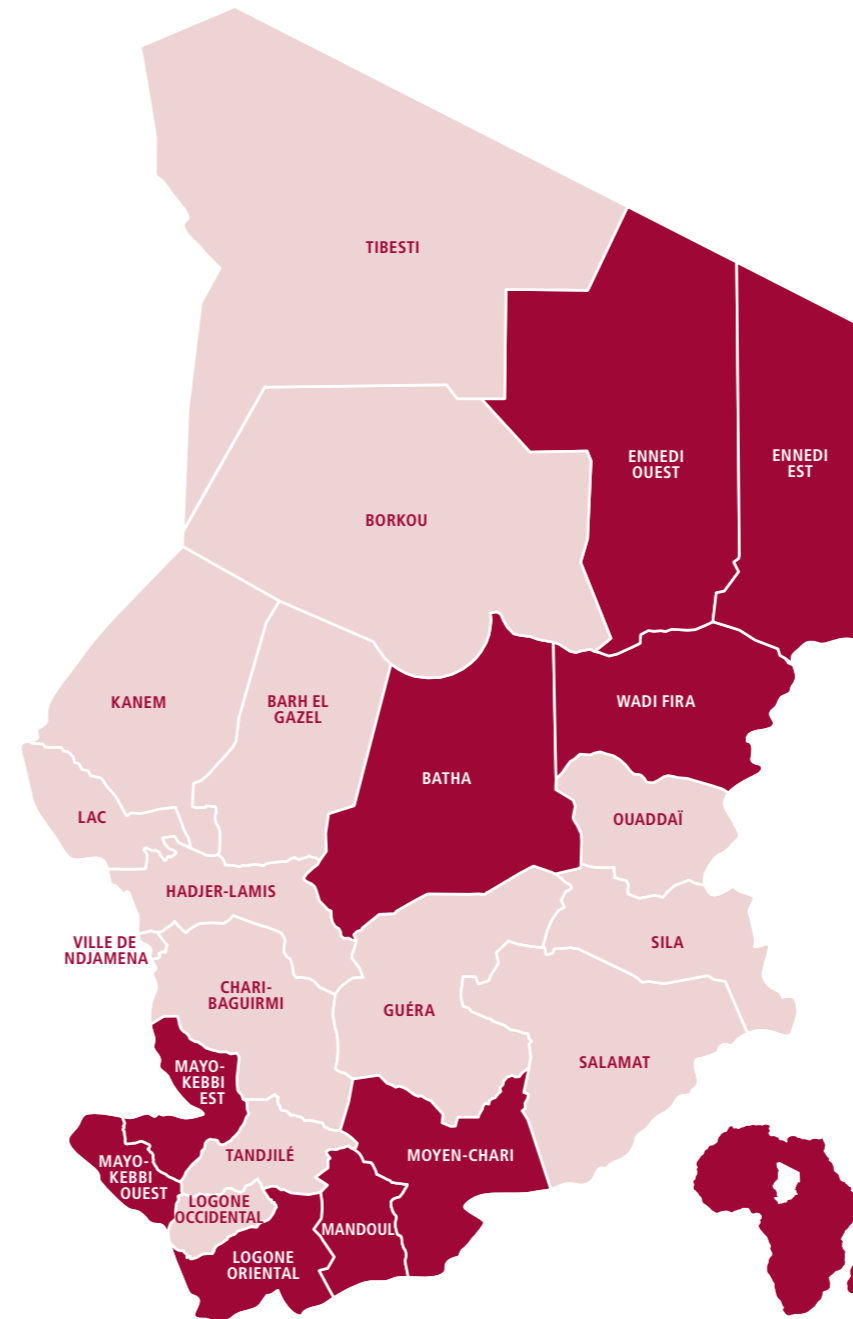
- Coopération Sud 85 %
- Aide Humanitaire 12.5 %
- Division Sécurité Humaine 2.5 %



Le Tchad est un pays prioritaire pour la Coopération suisse depuis 1964. Elle a pour objectif de lutter contre la pauvreté et de contribuer à la paix et à la stabilité dans le pays en agissant sur les causes de la fragilité. Elle met en œuvre des activités complémentaires de développement, d'aide humanitaire, de politique de paix tout en cherchant des synergies à travers une approche régionale. Les appuis de la Suisse s'inscrivent pleinement dans les orientations stratégiques définies par le Tchad dans le Plan National de Développement 2017–2021 et visent un développement durable garantissant la sécurité alimentaire et l'accès aux systèmes de services de base adaptés aux besoins de toute la population. La Coopération suisse promeut des processus favorisant la cohésion sociale, le respect de l'Etat de droit et la paix, permettant aux groupes vulnérables en particulier d'améliorer leurs conditions de vie. De manière spécifique, elle protège et vient en aide aux populations victimes des crises. Malgré un retour à la paix civile et d'importants revenus pétroliers, le Tchad reste un Etat fragile et extrêmement pauvre. Une personne sur deux vit en effet en dessous du seuil de pauvreté, avec un revenu moyen de 0.80 USD par jour. Le mode de gouvernance est fortement centralisé et les espaces de dialogue et de participation citoyenne sont limités. L'agriculture occupe plus de trois quart de la population active. Les services de santé et de l'éducation sont de faible qualité et peu efficaces : l'accès aux soins est limité – 15 % des enfants ne survivent pas au-delà de 5 ans – et le taux d'analphabétisme est estimé à 78 %. La DDC concentre ses activités dans six régions du nord-est, centre et sud du Tchad et agit à l'échelon national, régional et local en donnant la priorité au monde rural et aux villes secondaires. Trois domaines d'intervention sont au centre de l'action de la Suisse au Tchad :

- Citoyenneté, paix et prévention de la violence
- Education de base et formation professionnelle
- Agriculture et sécurité alimentaire

L'égalité des genres, les principes de gouvernance et la prévention de la violence et de l'extrémisme sont des thèmes traités dans chacun des domaines ; les actions entreprises ont pour but d'améliorer la cohésion sociale. L'aide humanitaire concentre ses moyens dans les situations de crises afin de protéger les populations vulnérables (réfugiés, retournés, déplacés, communautés hôtes) et d'améliorer la sécurité alimentaire. Elle s'engage également dans le renforcement de la résilience des populations en collaborant avec les trois domaines d'intervention.



### SOURCES

PND 2017–2021, Ibrahim Index of African Governance (IIAG), OCHA, PNUD, Banque Mondiale, UNICEF

### PHOTOS

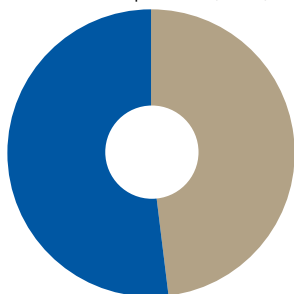
Coopération suisse

Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur les cartes n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par la Coopération suisse.

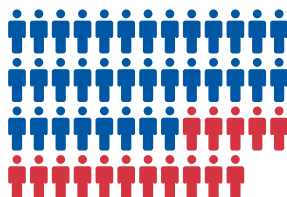
## CITOYENNETÉ, PAIX ET PRÉ-VENTION DE LA VIOLENCE

Seules 42 communes ont des maires élus (2012)

■ 52 % de la population a accès à l'eau potable (2015)



32 % des membres de la gouvernance des mutuelles sont des femmes (2017)



■ masculin ■ féminin

L'engagement de la Suisse repose sur le principe que la bonne gouvernance, en particulier la décentralisation, la lutte contre la corruption, la construction de la citoyenneté et l'accès à la justice, sont des conditions indispensables pour la création et la répartition équitable des richesses et des emplois au sein de la population, ainsi que pour prévenir l'extrémisme violent.

Les objectifs principaux du domaine :

- Renforcer des processus favorables à la cohésion sociale, à l'Etat de droit et à la paix dans le cadre d'un dialogue politique local, national et inclusif
- Une gouvernance effective des services de base

La Coopération suisse saisit des opportunités pour relancer le dialogue national, en particulier avec la création d'espaces de dialogue permettant de reconstruire la confiance entre acteurs politiques mais également entre la population et les forces de l'ordre. L'utilisation systématique des médias locaux et la participation accrue des femmes et des jeunes dans des forums est cruciale pour la mise à l'échelle des bonnes expériences et l'égalité des genres. Des thèmes comme la protection des civils et la prévention de l'extrémisme violent ont une dimension régionale et sont traités en collaboration avec des acteurs régionaux et les représentations suisses présentes dans la région.

En termes de renforcement de la gouvernance des services de base, la Coopération suisse se focalise en particulier sur le secteur de la santé, où elle bénéficie d'une longue expérience avec des résultats positifs, à l'exemple de l'appui au Ministère de la Santé publique pour une couverture sanitaire universelle (CSU). Elle s'implique également dans la planification de l'utilisation des ressources hydriques afin d'accompagner les processus de développement et de planification régionaux et locaux.



## APPUI AUX DISTRICTS SANITAIRES (PADS)

---

### DURÉE

2014–2026  
(Phase 1 : 01.11.2014–  
31.10.2018)

---

### BUDGET (PHASE 1)

CHF 12'700'000  
FCFA 7'311'480'000

---

### CONTACT

Olivier Kouollo Ndéna,

olivier.kouollo-ndena  
@eda.admin.ch

---

### MANDATAIRE

Institut Tropical Suisse, Swiss  
TPH/Centre de Support en  
Santé International CSSI  
(consortium)

---

### PARTENAIRE PRINCIPAL

Ministère de la Santé  
Publique

Au Tchad, le personnel de santé est peu qualifié, l'approvisionnement des médicaments est insuffisant et le financement du secteur est inadapté aux besoins des régions. La réduction de la mortalité maternelle et infantile et l'amélioration du système sanitaire sont des défis majeurs du développement socioéconomique de ce pays.

La Coopération suisse soutient directement l'Etat tchadien pour l'amélioration des performances de son système de santé. Elle place au centre de son action l'aspect genre avec la santé maternelle et infantile, un thème crucial pour le bien-être des femmes. L'objectif est de réduire durablement la mortalité et la morbidité, grâce à des services sanitaires de meilleure qualité et accessibles au plus grand nombre (250'000 personnes).

Le soutien au système sanitaire est basé sur : *l'amélioration qualitative et quantitative de l'offre de soins*, au travers d'une meilleure formation du personnel de santé et un bon approvisionnement en médicaments ; *la stimulation de la demande de soins*, avec la sensibilisation de l'ensemble de la population, et *le renforcement de l'administration sanitaire*, avec une meilleure gestion du secteur de la santé au niveau district, régional et national. Le programme met en œuvre l'approche de « santé unique » à travers des campagnes de promotion de la santé animale et de la santé humaine, bénéficiant particulièrement aux femmes, aux enfants et aux populations nomades.

Les enquêtes de satisfaction auprès de la population en 2016 ont démontré que ce programme a amélioré la qualité des services de santé dans les districts Yao et Danamadji. La gouvernance sectorielle a également été renforcée, notamment par la mise en place de bases légales, stratégiques et opérationnelles avec la stratégie nationale de Couverture Sanitaire Universelle.





## PROMOTION DES MUTUELLES DE SANTÉ

---

### DURÉE

2009–2019

(Phase 3 : 01.07.2016–  
30.06.2019)

---

### BUDGET (PHASE 3)

CHF 2'000'000

FCFA 1'151'410'000

---

### CONTACT

Dr. Abdel-Madjid Abderahim,

abdeldadjid.abderahim  
@eda.admin.ch

---

### MANDATAIRE

Centre International de  
Développement et de  
Recherche (CIDR)

---

### PARTENAIRE PRINCIPAL

Ministère de la Santé  
Publique

Au Tchad, moins de 25 % de la population a accès à des services de santé de base et la moitié d'entre elle est à plus de 10km d'un centre de santé. Les offres de soins sont insuffisantes et de faible qualité, le transport et les médicaments sont chers. Etant donné que l'Etat est dans l'incapacité de financer l'ensemble des frais de santé, un système de financement mixte demeure primordial.

La Coopération suisse soutient le développement d'un réseau de mutuelles de santé au sud du pays. L'objectif est d'améliorer l'accessibilité financière des populations des secteurs informels et ruraux aux soins de santé de qualité, en particulier les femmes et les enfants qui sont les plus vulnérables. L'ambition de ce programme est d'établir un modèle d'assurance mutuelle qui puisse à terme être étendu à l'ensemble du territoire national, et contribuer ainsi à la mise en œuvre de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU). Cet appui systémique contribue à la décentralisation du financement de la santé et comble l'absence de protection sociale des populations, réduisant ainsi leur fragilité.

Dans les zones d'appui, ce programme a joué un rôle fondamental dans la réalisation de la CSU et l'adhésion aux mutuelles a provoqué une augmentation de l'utilisation des services de santé. La présence des femmes dans les instances de décisions a contribué à une meilleure gouvernance du système. Le nombre de personnes adhérentes aux mutuelles (55'000 en 2017, dont 50 % de femmes) et le taux de fidélisation sont en constante augmentation. Grâce au dialogue politique de la Coopération suisse, les mutuelles sont désormais ancrées dans toutes les politiques stratégiques comme un mécanisme central de financement du système de santé.





## CARTOGRAPHIE DES RES-SOURCES EN EAU (RESEAU)

---

### DURÉE

2012–2022  
(Phase 2 : 01.09.2015–  
31.08.2019)

---

### BUDGET (PHASE 2)

CHF 7'490'000  
FCFA 4'312'050'000

---

### CONTACT

Jean-Michel Limat,

jean-michel.limat  
@eda.admin.ch

<https://reseau-tchad.org>

---

### MANDATAIRE

Programme Opérationnel  
d'applications spatiales (UNO-  
SAT) de l'Institut des Nations  
Unies pour la Formation et la  
Recherche (UNITAR)

Consortium des Universités  
et Instituts Tchadiens (CUIT)

Université de N'Djaména

Centre d'Hydrogéologie  
et de Géothermie de  
l'Université de Neuchâtel  
(CHYN)

Swisstopo

---

### PARTENAIRES PRINCIPAUX

Ministère de l'Eau et de  
l'Assainissement

Bailleurs et partenaires du  
secteur

Le Tchad dispose d'importantes ressources d'eau souterraines et de surface, mais une vaste partie du territoire souffre d'une pénurie chronique d'eau. Cette situation est due à un manque de connaissances hydriques, un sous-financement du secteur et à la faiblesse des capacités institutionnelles de l'Etat tchadien.

La Coopération suisse soutient l'amélioration des connaissances sur les ressources en eau par la production d'une base de données et la mise en place d'un dispositif de suivi. L'établissement d'un système d'information géographique permet notamment de produire des cartes topographiques, géologiques et hydrogéologiques à l'échelle nationale et locale. Le programme renforce également les capacités des acteurs clés du secteur pour une gestion active, durable et souveraine des ressources en eau. Un accent particulier est mis sur la formation continue pour les cadres du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA) et une formation universitaire dans le domaine de l'hydrogéologie. L'objectif principal du programme est d'augmenter l'accès à l'eau potable et la résilience de la population tchadienne face aux variations climatiques.

Grâce à ce programme, un Système d'Information sur les Ressources en Eau (SIRE) a été élaboré. Jusqu'en 2017, 31 cartes hydrogéologiques et plus de 70 couches d'information de Système d'Information Géographique (SIG) ont été produites sur le Nord et l'Est du Tchad. Le taux de réussite des premiers forages menés par le projet PREPAS (élevage pastoral), en partie grâce à l'appui du programme ResEau, est de 80 % (2016) dans les zones sahéliennes, alors qu'il était habituellement de 30 % à 40 %. De plus, le Master universitaire HydroSIG a permis de former plusieurs cadres du MEA.





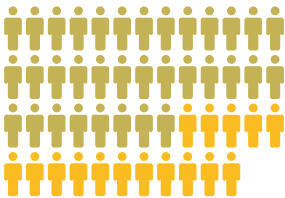
## EDUCATION DE BASE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

■ 62 % des enfants scolarisés n'achèvent pas la fin du cycle primaire (2016)



Seulement 10 % des dépenses publiques sont consacrées à l'éducation (2017)

68 % de la population a moins de 25 ans (2016)



■ < 25 ans    ■ > 25 ans

Le système éducatif tchadien est parmi les plus faibles sur le continent en termes d'accès (faible taux d'inscription) et de qualité. Le taux d'analphabétisme est estimé à 78 %, majoritairement des femmes. Entre 100'000 et 150'000 jeunes entrent chaque année dans le monde du travail sans avoir achevé le cycle primaire ou avec un âge inférieur à 15 ans. La problématique du chômage et du sous-emploi se pose ainsi avec acuité pour les jeunes et les femmes.

Les objectifs principaux du domaine :

- Contribuer à l'amélioration du système éducatif formel et à des alternatives éducatives inclusives pour toutes et tous (filles, garçons, jeunes femmes et hommes, transhumants, personnes en situation de déplacement)
- Une éducation de base de qualité et une formation professionnelle qui soutiennent le développement personnel et répondent aux opportunités économiques

La Coopération suisse poursuit son engagement pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement qui devra déboucher sur l'amélioration des performances d'apprentissage. Cela permet aux filles, garçons, jeunes et adultes, y compris les populations déplacées et nomades, d'acquérir les compétences requises pour s'insérer dans la vie communautaire, économique et politique.

A travers son rôle de chef de file, la Suisse coordonne les relations entre le gouvernement et les partenaires techniques et financiers (PTF). Elle vise ainsi à influencer les systèmes et les politiques d'éducation de base et de formation professionnelle aux niveaux national et sous régional. L'approche est systémique et inclusive. L'implication de l'ensemble des acteurs (ex. secteur public, secteur privé, parents d'élèves, écoles coraniques) dans la gestion du système éducatif renforce le contrôle social, augmente la redevabilité des responsables de l'éducation envers les communautés et accroît la cohésion sociale.



## FORMATION ET INSERTION DES JEUNES (FORMI)

---

### DURÉE

2017 – 2029  
(Phase 1 : 01.09.2017 –  
28.02.2019)

---

### BUDGET (PHASE 1)

CHF 1'820'000  
FCFA 1'047'786'000

---

### CONTACT

Djo Narmbaye,  
djo.narmbaye@eda.admin.ch

---

### MANDATAIRE

Swisscontact/Caritas Suisse  
(consortium)

---

### PARTENAIRES PRINCIPAUX

Ministère de la Formation  
Professionnelle et de la Pro-  
motion des Métiers

Centres de formation publics  
et privés

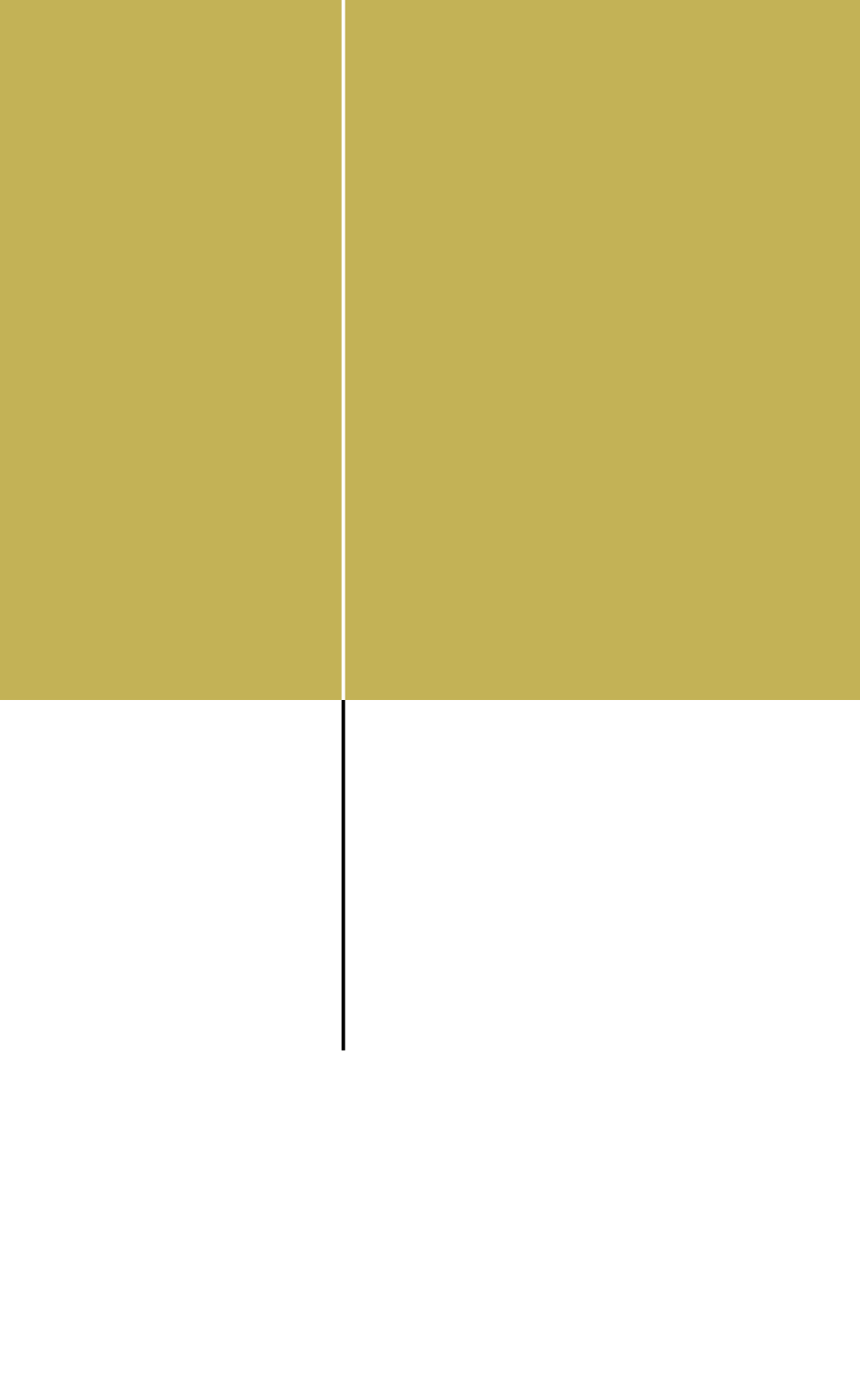
Organisations profession-  
nelles (secteur privé)

ONG locales

Le marché du travail tchadien, dominé par les activités informelles regroupant environ 95 % des actifs occupés, ne parvient pas à absorber une jeunesse tchadienne en forte expansion et insuffisamment formée. Une proportion infime des jeunes suit une formation professionnelle alors que l'économie locale repose en grande partie sur l'auto-emploi et les microentreprises. La formation professionnelle a un potentiel énorme de création de perspectives pour les jeunes femmes et les jeunes hommes mais pose en même temps un risque si cette demande n'est pas couverte.

L'engagement de la Coopération suisse vise à garantir une formation professionnelle de qualité, inclusive, permettant aux jeunes et aux femmes d'acquérir les compétences requises pour s'insérer dans la vie socioéconomique. Ce programme a pour objectif d'accompagner et de soutenir le Gouvernement tchadien dans la mise en œuvre d'un système rénové et modernisé de développement des compétences techniques et professionnelles. Il s'agit notamment d'élargir les offres d'apprentissages en orientant les jeunes et les femmes qui n'ont pas accès aux lycées techniques, vers des formations professionnelles adaptées, variées et répondant à la demande du marché du travail. Le programme s'appuie avant tout sur des dynamiques locales en privilégiant les acteurs du secteur privé.

Le développement de dispositifs de formation professionnelle diversifiés et inclusifs permettra aux jeunes et aux femmes d'acquérir des compétences techniques et entrepreneuriales. Ceci facilitera leur développement socioéconomique et contribuera à l'amélioration de leurs conditions de vie et à la sécurité alimentaire de leur communauté.





## PROMOTION DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DE BASE (PROQEB)

---

### DURÉE

2013–2022  
(Phase 2 : 01.07.2014–  
30.06.2018)

---

### BUDGET (PHASE 2)

CHF 10'955'000  
FCFA 6'306'870'000

---

### CONTACT

Kladoum Moyéna,

kladoum.moyena  
@eda.admin.ch

---

### MANDATAIRE

Association Enfants du  
Monde (EdM)

---

### PARTENAIRES PRINCIPAUX

Ministère de l'Éducation  
Nationale et de la Promotion  
Civique

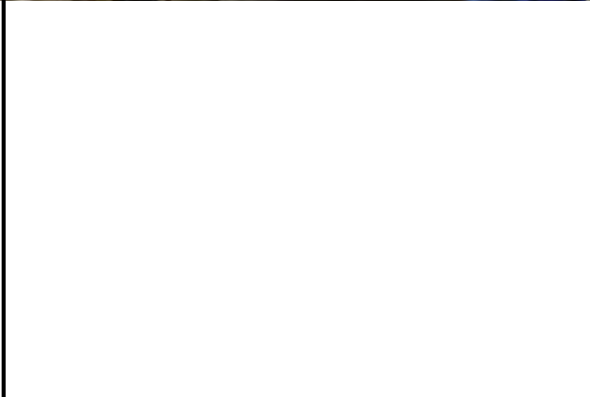
Ecoles normales

Associations des parents  
d'élèves/Associations des  
mères d'élèves

Au Tchad, seuls 37 % des enfants terminent le cycle primaire (28 % des filles, 47 % des garçons). Les enseignants au niveau primaire sont en majorité (2/3) des maîtres communautaires mal formés et peu rémunérés. L'éducation est ainsi de faible qualité et inadaptée aux besoins des communautés.

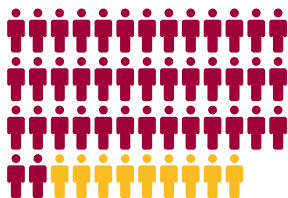
La Coopération suisse soutient directement l'Etat tchadien pour l'amélioration de son système éducatif de base et le développement d'offres éducatives destinées aux enfants non scolarisés et aux adultes analphabètes, avec un accent particulier sur les filles et les femmes. Le programme vise à améliorer la qualité des offres éducatives par la formation des acteurs de la chaîne éducative (institutrices, animateurs, formateurs, inspecteurs) basé sur une approche d'équilibre du genre, et un enseignement adapté aux réalités des communautés des régions du Batha et du Moyen Chari. Le programme soutient 500 écoles publiques, dont 50 mettent en œuvre des méthodes innovantes comme l'enseignement en langues nationales et l'enseignement dans les milieux nomades. De plus, il appuie 60 centres d'alphabétisation et d'éducation non formelle.

Ce programme touche entre 100'000 et 150'000 élèves. Il a permis de former plus de 1'500 enseignants, directeurs et encadreurs dans les écoles communautaires et publiques (2016). Les innovations telles que l'enseignement dans la langue maternelle des enfants ont conduit à une nette amélioration de leur apprentissage. Dans les classes pilotes appuyées par la Coopération suisse, la durée de l'année scolaire est passée de 5 à 8 mois (2016), ce qui est plus élevé de trois mois par rapport à la moyenne nationale.

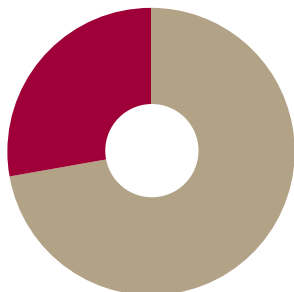


# AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

■ 82 % de la population tchadienne est engagée dans l'agriculture (2016)



■ Le taux de malnutrition est de 28 % (2017)



L'agriculture occupe une place centrale dans l'économie du Tchad et dispose d'un grand potentiel de développement. Elle représente 21 % du PIB du pays et constitue, avec l'élevage, la principale source d'emplois et de revenus en milieu rural. Malgré cela, les exploitations familiales sont confrontées régulièrement à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

Afin d'augmenter la résilience des Tchadiens et des Tchadiennes, la Coopération suisse applique une approche intégrant des visions économiques, sociales et écologiques. Les principaux objectifs du domaine :

- Garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers des systèmes agro-pastoraux durables
- Améliorer le statut socioéconomique et les capacités d'auto-détermination des femmes et des jeunes

Un accent particulier est mis sur le renforcement des femmes comme actrices de changements. Le développement des activités économiques rentables des femmes et des jeunes est soutenu ainsi que leur appui en matière d'entreprenariat agricole.

La Coopération suisse appuie le développement et l'application d'un cadre légal favorable au développement des filières, à l'image de la loi sur les semences. Les services de microfinance et d'assurance risque sont promus en partenariat avec les services de l'Etat et d'autres acteurs. Au travers de son appui, la Coopération suisse favorise l'interaction entre les acteurs institutionnels du développement, les acteurs de l'aide humanitaire et les différentes autorités impliquées. Dans une optique régionale, des synergies avec l'aide humanitaire se mettent en place et prennent en compte les réfugiés, retournés et les personnes déplacées en raison des crises dans les régions frontalières du Tchad.



## SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES ARACHIDE ET KARITÉ (SODEFIKA)

---

### DURÉE

2014–2026  
(Phase 1 : 01.07.2015–  
30.06.2019)

---

### BUDGET (PHASE 1)

CHF 8'180'000  
FCFA 4'709'280'000

---

### CONTACT

Mani Remadji,  
mani.remadji@eda.admin.ch

---

### MANDATAIRE

Caritas Suisse/Swissaid  
(consortium)

---

### PARTENAIRES PRINCIPAUX

Ministère de la Production,  
de l'Irrigation et des Equipements  
Agricoles

Ministère du Commerce et  
de l'Industrie

ONG locales

Les acteurs de la chaîne de valeur des filières arachide et karité sont confrontés à de nombreuses contraintes. Ils peinent à commercialiser leurs produits à cause de leur manque de structuration et de professionnalisme ainsi que de leur méconnaissance des prix du marché.

La Coopération suisse soutient le développement de ces filières pour contribuer à la création de richesses en milieu rural, et à la réduction de la vulnérabilité des ménages et des inégalités de genre, avec un appui particulier aux coopératives féminines. L'objectif du programme est le développement et la modernisation des filières arachide et karité par l'organisation et la professionnalisation des acteurs ainsi que par leur accès compétitif aux marchés. Cela consiste en partie à regrouper 450'000 producteurs (dont 234'000 femmes) dans des coopératives, construire des magasins de stockage, faciliter l'accès aux services financiers et appuyer les unités de transformations du beurre de karité. En outre, le programme prévoit d'inclure des réfugiés et retournés fuyant la crise en République centrafricaine.

Grâce à l'organisation des producteurs en coopératives et à une meilleure connaissance des prix du marchés, le pouvoir des producteurs et productrices vis-à-vis des commerçants, notamment des grossistes, a été renforcé et les revenus annuels des exploitations familiales ont plus que doublé (2016 : de 300'000 à 609'000 FCFA). Cette augmentation des revenus a notamment permis aux femmes actives dans la récolte et la transformation du karité d'améliorer les conditions socioéconomiques de leur famille, d'avoir un meilleur accès aux soins de santé, de scolariser leurs enfants, et d'augmenter leur pouvoir décisionnel au sein de la famille.







## OPÉRATIONNALISATION DE LA FILIÈRE SEMENCIÈRE (OFST)

---

### DURÉE

2013–2025  
(Phase 1 : 01.03.2014–  
28.02.2018)

---

### BUDGET (PHASE 1)

CHF 6'400'000  
FCFA 3'684'480'000

---

### CONTACT

Mahamat Guihini Dadi,

mahamat.guihini  
@eda.admin.ch

---

### MANDATAIRE

Association allemande pour la Coopération internationale (GIZ)/Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL), Suisse (consortium)

---

### PARTENAIRES PRINCIPAUX

Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles

Institut tchadien de la recherche agronomique pour le développement (ITRAD)

ONG locales

Au Tchad, les céréales sont les principaux produits agricoles des exploitations familiales et la base de leur alimentation. Les semences améliorées, généralement le seul intrant agricole utilisé par les agriculteurs au Tchad, permettent l'intensification de la production. Cependant, l'offre de semences de qualité est insignifiante et le secteur semencier, peu structuré, ne parvient pas à répondre à la demande.

La Coopération suisse facilite l'accès des producteurs et productrices à des semences de qualité afin d'augmenter la production agricole des exploitations familiales. L'objectif, au niveau national, est le développement des principaux maillons de la filière semencière et l'établissement d'un dispositif national semencier durable. Au niveau régional, l'objectif est d'opérationnaliser une production suffisante de semences de qualité adaptée aux conditions locales et accessibles aux producteurs. La Coopération suisse assiste notamment l'Institut tchadien de la recherche agronomique pour le développement dans la production de semences de base. Des approches spécifiques permettant aux femmes, cheffes de ménage, d'accéder aux semences et aux différentes techniques, sont également développées dans le programme.

Grâce à des semences de qualité adaptées aux conditions locales, les rendements ont augmenté de manière considérable. Certains bénéficiaires considèrent que cela leur a permis de manger trois fois par jour (au lieu de deux auparavant). De plus, avec l'appui de la Suisse, le Tchad a adopté en 2016 la loi semencière permettant le développement d'une industrie de semences et l'augmentation des revenus des paysans.





## RENFORCEMENT DE L'ÉLEVAGE PASTORAL (PREPAS)

---

### DURÉE

2014–2026  
(Phase 1 : 01.02.2014–  
31.01.2018)

---

### BUDGET (PHASE 1)

CHF 14'650'000  
FCFA 8'434'110'000

---

### CONTACT

Mahamat Guihini Dadi,

mahamat.guihini  
@eda.admin.ch

---

### MANDATAIRE

CA 17 International/Centre  
de coopération internationale  
en recherche agronomique  
pour le développement  
(CIRAD)/Bureau tchadien  
COSSOCIM (consortium)

---

### PARTENAIRES PRINCIPAUX

Ministère de l'Élevage et des  
Productions Animales

Ministère de l'Eau et de  
l'Assainissement

Dans les régions sahélo-saharienne du Tchad, l'élevage pastoral est l'activité économique dominante et constitue un facteur essentiel de stabilité socio-économique et écologique. En occupant de vastes étendues de terres, il constitue également un facteur d'amélioration de la sécurité. Mais ce type d'élevage est confronté à une vulnérabilité croissante en raison du changement climatique, de la pression démographique et de l'extension des surfaces agricoles.

La Coopération suisse apporte des réponses aux difficultés rencontrées par les éleveurs transhumants et renforce durablement leur résistance aux crises. Elle améliore leur accès à l'eau et aux pâturages et soutient le développement des services de l'élevage. Le programme appuie ainsi la réalisation de puits pastoraux et de mares, le développement d'un dispositif de soins vétérinaires, et le balisage de couloirs de passage avec l'accord des autorités administratives. Ces actions permettent de valoriser les grands espaces pastoraux sahéliens et d'améliorer la productivité et l'état de santé des troupeaux. Cela retarde également les mouvements transhumants des grands troupeaux, ce qui permet de prévenir les conflits intercommunautaires et de favoriser la cohésion sociale. Ces actions sont censées bénéficier aux 700'000 éleveurs transhumants et agropasteurs des régions du Batha, de l'Ennedi et du Wadi Fira. Elles permettent de maintenir les jeunes au sein de l'exploitation et de leur offrir des perspectives d'avenir, limitant ainsi leur possibilité d'engagement dans les actions subversives (banditisme, terrorisme, etc.) ou la migration.

Plus de 192 accords sociaux relatifs à la gestion concertée et à l'accès aux ressources naturelles ont déjà été signés par les éleveurs jusqu'en 2017. De plus, la mise en œuvre du concept de « santé unique » a notamment permis d'améliorer l'accès de la population nomade aux soins de santé de base.





## GESTION DES EAUX DE RUISSELLEMENT DANS LE TCHAD SAHÉLIEN (GERTS)

---

### DURÉE

2012–2022  
(Phase 2 : 01.11.2015–  
31.10.2018)

---

### BUDGET (PHASE 2)

CHF 7'600'000  
FCFA 4'375'370'000

---

### CONTACT

Mani Remadji,  
mani.remadji@eda.admin.ch

---

### MANDATAIRE

Association allemande pour  
la Coopération internationale  
(GIZ)

---

### PARTENAIRES PRINCIPAUX

Ministère de l'Agriculture et  
de l'Hydraulique

ONG locales

Autorités traditionnelles  
(chefs de canton)

Dans les régions de la bande sahélo-saharienne, l'élevage et l'agriculture dépendent des effets des aléas climatiques, principalement de l'insuffisance pluviométrique. La mauvaise maîtrise de l'eau et l'érosion dans les bas-fonds entraînent une perte importante en eau et en terres fertiles. Par conséquent, la fréquence des crises alimentaires s'accélère et une proportion accrue des ménages se retrouve en situation d'insécurité alimentaire.

La Coopération suisse améliore la gestion et la disponibilité de l'eau grâce aux seuils d'épandage. La construction de ces retenues d'eau dans les vallées permet de ralentir l'érosion, de réduire la désertification des bas-fonds et de réalimenter la nappe phréatique. Cela contribue directement à la réhabilitation et à l'aménagement des vallées, et à une augmentation des espaces de productions. Dans les vallées aménagées, les femmes et les jeunes sont particulièrement soutenus par des appuis à la pratique du maraîchage. Le programme cherche également à transférer les compétences pour la construction et l'entretien des seuils d'épandages aux populations et entreprises locales.

Le programme est censé contribuer à la sécurité alimentaire d'un million d'habitant. Il a déjà permis de prolonger la durée des activités maraîchères dans les bas-fonds, allant jusqu'à 4 mois dans certaines vallées (2016). Il a contribué à une augmentation de 20 % du nombre de producteurs et productrices dans les vallées aménagées et au doublement de leur revenu annuel (2016). Les remontées d'eau au niveau de la nappe phréatique ont également favorisé les cultures maraîchères et le petit élevage pratiqués par les femmes. Une analyse économique de l'investissement a démontré un taux de rentabilité interne de 35 %.



## AIDE HUMANITAIRE

---

Sur une population de 15 millions

■ 3.5 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire (2017)



■ 600'000 personnes sont en situation de déplacement (réfugiés, retournés, déplacés internes) (2017)



Les crises prolongées dans les pays voisins du Tchad ont accentué la pauvreté des habitants et les tensions intercommunautaires dans les zones frontalières. Les déplacements de population provoqués par les crises au Soudan (Darfour), en République centrafricaine (RCA) ou encore liées à Boko Haram autour du Lac Tchad ont perturbé les activités agricoles, pastorales et l'approvisionnement des marchés. Cela s'ajoute à un contexte de crises multiples et chroniques : insécurité alimentaire et malnutrition, prévalence persistante d'épidémies et risque de catastrophes naturelles. Tout cela réduit la capacité de résilience des populations. Avec plusieurs centaines de milliers de réfugiés, retournés et déplacés internes, la protection des civils reste un défi humanitaire majeur au Tchad.

La présence d'une personne en charge de l'aide humanitaire au sein du Bureau de la Coopération suisse au Tchad, avec un mandat régional (couvrant la RCA, le Cameroun et le Tchad), facilite l'anticipation des crises, améliore la rapidité des interventions et favorise la cohérence dans l'application des instruments humanitaires.

Au Tchad, l'aide humanitaire intervient dans trois domaines prioritaires :

- Sécurité alimentaire/nutrition
- Mouvements de population (protection et intégration)
- Urgences sanitaires

L'aide humanitaire suisse contribue à l'effort international d'assistance et de protection des populations victimes des crises avec un focus sur les solutions durables. Elle soutient des acteurs multilatéraux (organisations onusiennes, CICR) qui visent à renforcer la protection des populations hôtes et déplacées, et à répondre à l'insécurité alimentaire. Elle cofinance également des projets d'ONG selon les besoins et les urgences.



## DIVISION SÉCURITÉ HUMAINE (DSH)

---

La Suisse a facilité la résolution d'un conflit de longue durée entre deux communautés de la région Tandjile avec un accord durable qui a créé un capital de confiance entre les parties prenantes. (2016)

La société tchadienne peut compter sur des leaders hautement sensibilisés dans la prévention des dérives violentes et la résolution des conflits existants et potentiels. La DSH vise à soutenir ces efforts, et à cet effet, la présence d'un conseiller en matière de sécurité humaine (*human security advisor*) au sein du Bureau de la Coopération suisse au Tchad permet de mettre en valeur les instruments de politique de paix et de promouvoir la participation du Tchad dans des initiatives régionales. Des opportunités sur des processus de réformes politiques à tous les niveaux sont recherchées par la nouvelle stratégie de Coopération suisse, notamment à travers l'appui aux jeunes afin de réduire la migration, renforcer la cohésion sociale et prévenir l'extrémisme violent.

La DSH se focalise sur quatre objectifs principaux :

- Prévention et résolution de conflits grâce à la saisie d'opportunités politiques et le soutien à des processus de transformation de conflits
- Promotion et facilitation d'espaces inclusifs de dialogue politique et social
- Promotion du dialogue intra et interconfessionnel
- Prévention de l'extrémisme violent comme moteur d'engagement dans le champ politique et traitement du passé (ex. suivi post-procès Habré)

Dans ses interventions, la Coopération suisse s'engage au niveau local, national et sous-régional en mettant un accent particulier sur l'inclusion des jeunes, leur participation et leur engagement comme citoyens dans la société. Elle vise à renforcer l'Etat de droit par la valorisation d'accords locaux pour l'utilisation des terres et de l'eau, et pour des communautés en situation de conflits prolongés. Ces accords sont un levier crucial pour le développement, la démocratie et l'exercice d'une citoyenneté responsable.

# THÈMES TRANSVERSAUX

## Genre

Le genre, avec un accent particulier sur les femmes et les filles, est pris en compte dans la conception et la mise en œuvre des activités de la Coopération suisse. Compte tenu que l'iniquité se fait, d'une manière générale au Tchad, au détriment des femmes, il est impératif d'assurer que les actions de l'intervention suisse bénéficient de manière adéquate aux femmes et aux filles. Il est donc important que ces dernières jouent un rôle important dans la conception et la mise en œuvre des programmes, l'objectif étant d'améliorer leur niveau de vie et leur satisfaction ainsi que l'augmentation du bien-être de l'ensemble de la population. Afin d'y parvenir, l'approche est inclusive et engage également les garçons et les hommes. Par ailleurs, la Coopération suisse soutient l'implication des femmes dans les instances de décision.

## Gouvernance

L'exercice d'une citoyenneté responsable est un élément fondateur de l'action suisse au Tchad. Il est primordial que chaque individu soit non seulement conscient de ses droits mais aussi de ses devoirs ; ce qui est essentiel pour le progrès dans un pays où l'action de l'Etat est largement déficiente et offre peu de perspectives d'amélioration à moyen terme. Les cinq principes de gouvernance – redevabilité, transparence, non-discrimination, participation et efficacité – sont pris en considération dans toutes les actions et renforcés par des actions spécifiques de contrôle social, notamment par les médias. L'amélioration de la gouvernance est primordiale afin de relever les défis posés par le changement climatique et la croissance démographique, sources de conflits potentiels importants.